

QUELLE (S) CRISE (S) : ALTÉRITÉS INTERNES ET EXTERNES

Pascale PHÉLINAS
Monique SELIM

Des milliards de dollars envolés, des pertes colossales dans le système bancaire, chutes abyssales des valeurs boursières : depuis l'été 2008, le capitalisme financier est en crise. Cette déroute trouve son origine dans la mise en place du modèle économique désormais hégémonique dit anglo-saxon dogmatisé autour du « Consensus de Washington », promouvant un capitalisme libéré de toute régulation étatique, où les marchés sont appelés à jouer un rôle central. Maîtrise de l'inflation, dérégulation des marchés, et insertion dans l'économie mondiale ont été les clés de cette politique qui va accentuer significativement les inégalités dans le monde, manifester une indifférence profonde à la souffrance des peuples mais offrir un espace formidable aux capitaux en recherche d'opportunités de gains.

L'origine de la crise financière qui secoue l'ensemble de la planète doit beaucoup à la fragilité qu'avait développée l'économie mondiale bien avant 2008 en raison de la libéralisation des marchés financiers, d'innovations financières mal maîtrisées, de l'intégration des économies, et paradoxalement des succès de la lutte contre l'inflation. Le point de départ se situe sans doute dans un excès de la liquidité au niveau mondial lié, d'une part à la progression très rapide des réserves de change des banques centrales des pays émergents (la Chine en particulier) et des pays exportateurs de matières premières et, d'autre part à une politique monétaire américaine trop accommodante. Cette forte liquidité mondiale ne s'est pas traduite en inflation sur les biens et services ; au contraire même, l'inflation mondiale n'a cessé de baisser depuis près de dix ans. Ce

recul de l'inflation et de sa volatilité, renforcé par une réduction globale des emprunts émis par les États, des politiques de contrôle des déficits publics, a conduit à une baisse des taux d'intérêt à long terme. Les conditions ont donc été réunies pour renforcer la confiance dans l'avenir et dans le rôle autostabilisateur des marchés, et pour entretenir un repli dangereux de l'aversion au risque.

Du côté de l'économie réelle, l'accroissement des inégalités de revenus, notamment aux États-Unis, loin de stimuler l'économie, a provoqué l'étranglement de la demande des biens et services et l'État américain a été contraint, faute de mettre en place une politique des revenus, ou, à défaut, une politique fiscale redistributive, d'inciter les ménages à consommer en faisant appel à l'endettement. Les banques américaines, poussées par leur gouvernement, ont considérablement assoupli leur comportement en matière d'attribution des prêts, notamment immobiliers. Ainsi, toute une partie de la population a pu se maintenir dans l'illusion d'un niveau de vie que ses revenus ne lui permettaient plus de soutenir. En conséquence, la qualité des prêts s'est dégradée de façon régulière entre 2001 et 2006. Le retour à une politique monétaire plus restrictive début 2006, en entraînant un renchérissement du coût des crédits immobiliers et l'accroissement des défauts de paiement de ménages devenus insolvable, a joué le rôle de détonateur.

Dans le même temps, l'augmentation du volume des crédits immobiliers ne s'est pas accompagnée d'une augmentation des fonds propres des banques, mais de la titrisation de leurs créances. La complexité des produits financiers ainsi créés en contrepartie des prêts hypothécaires, leur mise en vente sur les marchés financiers ont provoqué un enchevêtrement inextricable d'actifs dans le système financier planétaire, dont la valeur et le risque encouru ont rapidement été impossibles à évaluer. Telle une épidémie, la défiance vis-à-vis des produits de titrisation s'est rapidement propagée à tous les segments du marché, dès lors que les premières pertes subies par les institutions financières américaines sur un marché opaque ont fait craindre des problèmes d'illiquidité et d'insolvabilité ailleurs.

Un constat est à l'origine de cet ouvrage : les analyses scientifiques et les discours médiatiques qu'a provoqués la crise de 2008 se sont concentrés jusqu'à aujourd'hui prioritairement sur l'Europe, les États-Unis, les pays d'ancienne industrialisation. Pourtant, au cours de la décennie quatre-vingt-dix, une dizaine de pays émergents en Asie du Sud-Est, en Amérique latine, et en Europe orientale ont expérimenté des crises financières similaires. S'il peut paraître étonnant de comparer les États-Unis à un ensemble de pays émergents, les traits communs entre ces

crises sont néanmoins nombreux : l'opacité de la sphère financière, des règles bancaires trop laxistes permettant l'instauration de ratios de levier excessifs, l'aléa moral suite aux garanties implicites accordées par l'État aux banques et, enfin, une politique monétaire beaucoup trop complaisante.

Les conséquences de la crise de 2008 sur le reste du monde ont été peu abordées, en dépit de quelques flashs aux dimensions sensationnelles sur la Chine, l'Inde, l'Afrique, principalement. Or, si les pays dits conventionnellement en développement (PED) n'ont pas contribué à la crise financière, ils en sont néanmoins les victimes. La récession les frappe en effet durement *via* divers canaux de transmission, tels que la chute de leurs recettes d'exportation consécutive à la contraction des échanges commerciaux, la baisse des transferts des migrants, ou encore le tarissement des investissements étrangers et le repli de l'aide au développement. Rien d'étonnant dès lors que les prévisions de croissance soient si mauvaises pour les PED. Les perspectives sont d'autant plus moroses que la grande majorité d'entre eux ne disposent pas de moyens suffisants pour financer des plans de relance ambitieux de leur économie. En l'absence de ressources internes et externes additionnelles, ils risquent dès lors de se remettre beaucoup plus difficilement de la récession globale. En outre, les difficultés économiques actuelles risquent d'alourdir le fardeau du remboursement de leur dette. En effet, compte tenu du recul du commerce mondial, nombre de pays pauvres risquent de disposer de moins de devises pour rembourser leurs créanciers. Ces pays devraient en outre contracter dans les mois à venir de nouveaux emprunts (notamment auprès du FMI et de la Banque mondiale) pour atténuer les répercussions de la crise sur leur économie, ce qui représente une réelle menace pour les finances publiques et un risque élevé de surendettement.

Toutefois, il faut souligner que les PED constituent un groupe très hétérogène, et ne présentent pas les mêmes fragilités par rapport à la récession actuelle. Les pays les moins avancés sont ceux qui ont subi de plein fouet les conséquences de la crise mondiale. Sur le continent africain, le taux de croissance annuel est tombé de 4,8 % en 2008 à environ 1 % en 2009. La dépendance de la plupart des pays à l'égard des exportations de quelques produits peu élaborés les a rendus particulièrement vulnérables aux retournements de la conjoncture. De plus, la chute sensible des envois de fonds des travailleurs émigrés qui a marqué l'année 2009 devrait persister si l'emploi ne s'améliore pas aux États-Unis et en Europe, où réside la majorité de la diaspora africaine. Or, les pays pauvres et de petite taille dépendent beaucoup de ces envois de fonds, qui constituent parfois jusqu'à 50 % du revenu national.

Comparées aux pays moins avancés, les économies dénommées usuellement émergentes — fortes de leurs excédents commerciaux et des capitaux privés qu'elles attirent en grande quantité — semblent à première vue nettement mieux parées pour affronter la récession mondiale. L'adoption rapide de plans de relance fiscaux et monétaires vigoureux dans la majorité des pays d'Asie de l'Est et du Pacifique, a permis d'endiguer le déclin des économies. Nanties à la veille de la crise d'excédents budgétaires de taille et d'une dette publique nette négative, les politiques de relance n'ont pas mis en danger la viabilité des finances publiques et les autorités peuvent se permettre de maintenir un niveau élevé de dépenses. La Chine, par exemple, semble avoir retrouvé le chemin d'une croissance vigoureuse.

L'Amérique latine a également été touchée par le fléchissement des investissements directs étrangers, le renchérissement du crédit et la contraction des marchés d'exportation résultant de la crise financière. Les prévisions de croissance pour 2009 enregistrent une baisse équivalente à 0,7 % du PIB. Toutefois, face à cette crise, l'Amérique latine s'est montrée moins vulnérable que lors des crises passées et plus résistante que les autres régions émergentes, grâce au faible endettement de la région et aux économies réalisées durant les bonnes périodes. L'adoption de mesures contre-cycliques, tels notamment les dispositifs de relance budgétaire mis en œuvre au Pérou, au Brésil, au Mexique et au Chili, devraient atténuer les effets économiques et sociaux de la crise. Certains analystes n'hésitent d'ailleurs pas à prédire que la crise renforcera le pouvoir des pays émergents. En effet, l'activité dans ces pays peut résister à un fort ralentissement américain et européen car ils ont désormais, dans leur ensemble, une capacité de croissance autonome.

C'est sur le front social que les conséquences de la crise risquent d'être les plus désastreuses et potentiellement explosives. Elles pourraient s'avérer particulièrement graves dans les pays les moins avancés où la crise financière et économique risque de se transformer en catastrophe humaine. Le FMI et la Banque mondiale estiment que 55 à 90 millions de personnes supplémentaires devraient tomber cette année dans l'extrême pauvreté. Comme les précédentes, la récession mondiale touche plus durement les travailleurs, les agriculteurs et les personnes les plus pauvres pour plusieurs raisons.

D'abord, le ralentissement économique provoqué par la crise financière s'est traduit par une montée inexorable du chômage qui devrait constituer un problème durable dans tous les pays. L'Organisation internationale du travail indique que le chômage touche 210 millions de personnes dans le monde en cette fin d'année 2009. Il va de soi que le

coût humain du chômage est encore plus élevé dans les pays émergents et à faible revenu, dont les dispositifs de protection sociale sont faibles ou inexistants. Cette absence de filets de sécurité sociaux se traduit par une augmentation substantielle du nombre de personnes sans revenu et de travailleurs vulnérables. Les femmes et les jeunes figurent parmi les catégories les plus touchées. En outre, l'économie dite informelle qui emploie déjà plus de 80 % des travailleurs pourrait se généraliser suite aux licenciements massifs du secteur supposé formel, avec les conséquences que l'on connaît sur la qualité des emplois et le niveau des rémunérations. Notons que la crise brouille encore plus qu'auparavant cette ancienne division conceptuelle déjà bien remise en cause, les pratiques managériales devenant identiques et s'alignant sur la violence de l'informalité.

Ensuite, la récession mondiale accentue les vulnérabilités des ménages agricoles à faible revenu du fait de la chute des cours des matières premières. Les problèmes auxquels doivent faire face de nombreux agriculteurs, connus de longue date, sont aggravés par la pénurie mondiale de crédit, le repli des échanges et des investissements. De nombreux foyers, déjà affaiblis, risquent de devoir vendre des ressources telles que le bétail pour survivre. La malnutrition pourrait augmenter.

Enfin, le brusque resserrement du crédit et le tassement de la croissance ont eu pour effet de réduire les recettes publiques. La diminution du volume de l'aide publique au développement déjà perceptible en 2006 s'est amplifiée suite aux nombreuses pressions budgétaires qui pèsent aujourd'hui sur l'élaboration de ces budgets. La contraction de l'aide publique au développement aura des effets néfastes directs et immédiats sur l'état des finances publiques et l'importance des moyens que les autorités nationales pourraient investir pour atteindre les objectifs d'éducation et de santé. Les difficultés de trésorerie entraîneront aussi une baisse des dépenses d'infrastructure, qui sont nécessaires au maintien de la croissance.

Appréhender les représentations de la crise dans des contextes nationaux contrastés et délaissés des regards est un des premiers objectifs des auteurs ici rassemblés qui ont mis à contribution leurs connaissances fondées sur une immersion de longue durée dans les populations étudiées. Très vite il est apparu que l'évidence de la crise présente se déchirait sous le coup des crises nombreuses que les acteurs avaient à la fois subies et traversées. S'élaboraient un refoulement de la crise à l'extérieur du cœur de leur vie mais aussi son intégration dans des séries concrètes, hétérogènes pour l'observateur, mais signifiantes pour eux-mêmes. La restitution et la compréhension interne des enjeux propres à ces modes de

penser la/les crise(s) effectuées dans une perspective comparative déroulent la multiplicité visionnaire et pratique dont les processus économiques globaux sont l'objet, à travers les prismes qui atteignent les sujets. Minorisée, écartée, ou décuplée, réduite à l'état de brouille, fantasmée comme une gigantesque éradication ou annexée comme un appendice national servant les antagonismes politiques, la crise se rhizomatise dans les esprits, induit des comportements inédits, instaure de nouvelles catégories. Pour saisir les articulations qui gouvernent les écarts et les nouages entre les cadres et les contraintes, les rapports sociaux en jeu et la kyrielle des perceptions émises alarmistes ou enthousiastes, les économistes et les anthropologues ont œuvré dans et selon leur discipline mais l'ont aussi souvent débordée, ressentant le besoin de s'emparer de beaucoup d'aspects évoqués par les individus, les collectifs, les institutions pour approfondir et retotaliser le phénomène social localisé de la crise. L'ambition a été partagée — en Bolivie et en Argentine, en Équateur et en Colombie, au Sénégal et au Mali, en Inde et en Chine — d'éclairer de l'intérieur des segments sociaux et économiques singuliers et de décortiquer les appareils idéologiques et symboliques que fait émerger en leur sein la crise. Dans cette optique, bien au-delà de l'existence ou de l'absence de politiques publiques mises en œuvre par l'État, sa figure et sa médiation imaginaires se sont dévoilées essentielles, renforçant ou neutralisant l'efficacité des mesures prises, étayant les sujets ou au contraire les abandonnant à leur déréliction et à leurs chimères culpabilisantes.

Le lecteur découvrira plusieurs grandes lignes de convergence dans les études proposées, qui toutes, à leur manière, dressent un bilan sévère de ce que l'on dénomme usuellement comme les réformes aboutissant à une économie globalisée, dans laquelle le facteur financier domine la production des fondamentaux. Insistons sur l'ampleur que prend la consommation dans la conjoncture de crise : d'une part les États, à l'instar de la Chine, voient dans la relance de la consommation un amortisseur de la récession économique, de l'autre la consommation s'inscrit comme une modalité de la concurrence entre classes, groupes sociaux, acteurs individuels. Le consumérisme devient un pivot statutaire éliminant dans l'esprit de la majorité, le travail déjà bien touché par la financiarisation et les anciennes hiérarchies afférentes. La concentration des biens et des moyens dans les mains de quelques-uns augmente l'exclusion et la paupérisation sans pour autant que le petit cercle d'élus soit réellement stabilisé. Enfin les dispositifs tels la microfinance — supposés pallier la pauvreté et assurer une redistribution solidaire — accroissent les désirs de consommation ostentatoire. Le goût du risque, l'appât du gain s'instituent

en normes et leur enracinement dans les consciences évacue les frontières de l'(il)légalité. L'ordre cynique de travailler, adressé par un leader d'une pyramide financière qui s'est dramatiquement écroulée à ses clients effondrés, est de ce point de vue éloquent tout comme la certitude des jeunes Chinois, après avoir abandonné leur travail, de devenir en quelques années de grands « capitalistes ».

L'argent, reconverti en objets de consommation, dilapidé — quasi brûlé pourrait-on dire métaphoriquement tant sont balayées les règles antérieures d'accumulation et de rentabilisation — est drainé de façon unidirectionnelle par des investissements consuméristes, polysémiques ; ceux-ci sont censés façonner un ordonnancement social où chacun croit trouver sa place et monter les paliers d'une échelle qui s'avère cependant de plus en plus bancale.

Lorsque dans les années soixante-soixante-dix, la société de consommation fut érigée en modèle négatif et vilipendée par de nombreux chercheurs en sciences sociales¹, la critique portait principalement sur l'expansion de l'échange marchand, sans que néanmoins soient entrevus la désindustrialisation, la financiarisation et l'anéantissement des équilibres basés sur le travail. C'était alors la mutation des fondements des statuts et des relations interpersonnelles qui était visée, comme « antihumaniste » dans une perspective phénoménologique et existentialiste de l'humanisme. Le basculement du travail dans une zone d'ombre et d'incertitude était d'autant moins imaginé qu'il était ciblé comme porteur d'aliénation. Désormais les désastres engendrés par l'ὕβρις financière font reconsidérer la centralité du travail et sa richesse réelle et symbolique. L'aliénation s'est en effet déplacée vers les nouveaux modes de symbolisation de l'existence, marqués par les logiques consommatoires et, sans limite, semble les avoir tant envahis qu'elle s'est elle-même dissoute, obligeant à d'autres conceptualisations du présent. Dans ce même moment on perçoit concrètement comment la/les crise(s) dans leurs annonces/appels différenciés à la reprise impulse (nt) de nouveaux agencements sécuritaires, disciplinaires, incluant les acteurs individuels et collectifs dans l'espace du pouvoir.

Soulignons enfin que, si le capitalisme globalisé — à travers la gestion de l'exploitation du travail et la consommation en particulier — tendait à dissoudre ou neutraliser l'altérité — derrière et bien au-delà des surenchères identitaires spectaculaires, la crise agirait différemment : d'une certaine manière, elle remet à nu l'altérité des sujets qui, soumis à

1. Jean BAUDRILLARD, 2008 : La société de consommation [1970], Paris, Gallimard, coll. « Folio essais ».

l'insécurité, redécouvrent des références enfouies, plus ou moins assignatrices. C'est aussi ces altérités qui, fantasmées, resurgissent désormais comme une menace chez ceux qui, dans les pays d'ancienne industrialisation, se croyaient assurés d'une stabilité économique pérenne. Ces sentiments chimériques sont d'autant plus repris par les États que ces derniers croient y trouver une forme de maintenance dans un monde où l'incantation d'une gouvernance globale est le présage de leur perte de dominance.

Enfin la crise de 2008 remet fondamentalement en question l'idée même d'un développement dont le projet partagé pourrait être porté par le capitalisme financiarisé ; si l'hypothèse de crises structurelles du capitalisme a été avancée depuis longtemps, cette dernière crise oblige par son caractère inédit à de nouvelles réflexions : quel peut être l'avenir des populations les plus démunies que les pays d'ancienne industrialisation tentent de confiner dans leurs territoires et entendent astreindre à des fonctions économiques globalement subordonnées ? D'une part, la réduction du coût du travail rencontre des limites de simple survie humaine, d'autre part, l'évidence de prétextes moraux, éthiques, supposés « civilisationnels », au refoulement aux marges du monde globalisé et à la stigmatisation de ces autres se dévoile si clairement aux regards qu'elle en vient à fragiliser ses propres objectifs. Les enjeux économiques remontent ainsi à la surface des constructions idéologiques actuelles qui souhaiteraient se parer de justifications idéelles intouchables, mais se donnent à voir pour ce qu'elles sont : des fictions dont la visée de légitimation des appropriations et des exclusions économiques s'effondre.

Phélinas Pascale, Selim Monique (2010)

Quelle(s) crise(s) : altérités internes et externes

In : Phélinas Pascale (dir.), Selim Monique (dir.). *La crise vue d'ailleurs*. Paris : L'Harmattan, p. 9-16. (Questions Contemporaines.Série Globalisation et Sciences Sociales)

ISBN 978-2-296-11544-6